

Janvier 2011

Par Mbaye DIENG, PhD.,
Consultant,
Programme ICT4D,
ENDA Lead Africa

L'eau en Afrique, les paradoxes d'une ressource très convoitée

L'eau est manifestement un besoin naturel : tout le monde a besoin d'eau et il n'existe guère d'activités économiques qui n'en dépendent d'une manière ou d'une autre. Comme le font remarquer, H Dupriez et P De Leener (1990, p2)¹, «sans elle rien ne pousse, sans elle la vie n'est pas possible» c'est la raison pour laquelle l'homme a depuis toujours appris à réajuster ses comportements en fonction de la disponibilité des ressources en eau. Qu'en est-il spécifiquement de l'état de la ressource en Afrique?

Ce texte présente quelques éléments de réflexion relatifs à la situation de l'eau douce en Afrique, c'est-à-dire celle destinée à la consommation des populations, à l'irrigation pour répondre à la nécessité d'augmenter les ressources céréalières dans un contexte de croissance et de densification de la population. Il aborde certaines problématiques importantes qui concernent : la situation de l'eau en relation avec la question du changement climatique, le défi de l'accès des populations à l'eau en quantité suffisante et en qualité, les problèmes posés par la privatisation de l'accès à l'eau (dilemme entre solvabilité et solidarité).

Entre rareté et abondance, une situation paradoxale

Alors qu'il est avant tout perçu comme étant le continent de la sécheresse et des pénuries sous toutes ses formes,

l'Afrique dispose en réalité d'un potentiel hydraulique assez important. En effet l'eau y est abondante : le continent compte dix sept grands fleuves et une centaine de lacs auxquels s'ajoutent d'importantes nappes phréatiques. Les précipitations annuelles en Afrique totalisent 20 360 km³ environ, soit une moyenne à l'échelle du continent de 678 mm (AQUASTAT 2005). Cependant, cette ressource est mal répartie entre l'Afrique de la pénurie potentielle au Nord, l'Afrique du manque d'eau ou Afrique Saharienne et sub-Saharienne et enfin une troisième Afrique, celle de l'excès d'eau, dans la zone équatoriale². Une observation rapide permet de discerner à la fois des zones pauvres en eau, comme le nord du Kenya, du Niger ou encore de la Somalie et d'autres où les ressources hydriques sont abondantes comme le Gabon ou la Sierra Leone.

Selon une récente étude de la FAO³, sur 3931 Km³ de ressources en eau renouvelable, la région du Centre est la mieux dotée avec 48% des ressources du continent pour seulement 18% de sa superficie. Le Golfe de Guinée détient 24% du potentiel hydrique du continent. En revanche, la région de l'Afrique du Nord est la plus désavantagée avec moins de 1% des ressources renouvelables alors qu'elle représente 19% de la superficie de la région. En ce qui concerne la situation des différents pays, la République

Le programme

L'objectif général de ce programme panafricain est de contribuer à rendre disponibles des systèmes d'information de bonne qualité, fiables et accessibles grâce à l'usage de SIG-P en vue d'améliorer la gestion des ressources naturelles (eau, terres, forêts, etc.) et de promouvoir la sécurité alimentaire. Le programme entend également appuyer les dynamiques de changement social au niveau des pays concernés (Bénin, Kenya, Malawi, Rwanda, Sénégal, Tunisie) en mobilisant les SIG-P comme outils méthodologiques de participation et d'aide à la prise de décisions.

démocratique du Congo détient 900 km³ de ressources renouvelables internes, soit 23% du potentiel des ressources africaines contre seulement 0.01% pour la Lybie.

En plus de cette répartition très contrastée, on constate de nombreux cas de rupture aux échelles locale (inondations et sécheresses) et globale (réduction des débits des cours d'eau, modification des grandes étendues intérieures, au niveau du lac Tchad par exemple) qui constituent la principale menace sur l'avenir de l'eau douce si l'on se situe dans une perspective de développement économique et social des pays africains.

Des études, notamment celles d'AMMA en 2002⁴, mettent en évidence une raréfaction des ressources en eau. Les causes évoquées sont multiples. Le changement climatique en est une parmi d'autres telles que l'accroissement des besoins en eau (irrigation, usage domestique) pour faire face à la croissance démographique et aux enjeux de la sécurité alimentaire. La succession d'années sèches a provoqué une réduction des zones humides dans plusieurs pays africains et un déficit d'approvisionnement en eau. L'on note une forte évaporation des eaux de surface, la salinisation des nappes aquifères, la perturbation des cycles hydrologiques, etc. Les pénuries d'eau sont légion, et les trois quarts des pays africains, selon les experts du GIEC⁵, sont situés dans des zones où il suffit d'une simple réduction des précipitations pour engendrer d'importantes diminutions de la disponibilité globale de l'eau. Ces mêmes experts estiment que d'ici 2020, « entre 75 et 250 Millions d'africains seront exposés aux crises liées à l'indisponibilité de l'eau douce ».

Les conséquences nées de la raréfaction de la ressource hydrique offre à certains groupes d'acteurs l'opportunité de développer des stratégies de capture de financements extérieurs. Ces acteurs mettent à profit l'environnement international qui est devenu plus favorable avec la mobilisation des pays du Nord autour de la problématique du changement climatique.

Au-delà de la disponibilité de la ressource, se pose le défi de l'accès

L'autre grand défi du continent est lié à l'accès des populations à l'eau potable. En effet, il est aujourd'hui admis que, partout en Afrique, l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante constitue l'une des principales contraintes au développement. Par conséquent, l'utilisation efficiente des ressources en eau est déterminante pour promouvoir le progrès économique et un environnement de qualité. L'accès à l'eau est essentiel dans la mesure où cela permet d'atteindre plusieurs objectifs : (i) amélioration de l'hygiène et de la santé des populations, (ii) développement de la production agricole par l'extension des terres irrigables, (iii) essor de la production industrielle, etc.

Du point de vue de l'approvisionnement des populations en eau potable, plusieurs pays africains se trouvent confrontés à des difficultés dont l'ampleur est liée à des variables physiques, démographiques, économiques et politiques. Même dans des zones où l'eau est abondante comme c'est le cas en Guinée qualifiée de « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest »⁶, une bonne partie de la population de la capitale (Conakry) n'a pas accès à une eau potable.

A l'échelle de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, plus de la moitié de la population (environ 300 millions de personnes soit près de 51% de la population) n'avait pas accès à l'eau potable au début des années 2000. Même dans les pays disposant d'un potentiel hydrique important, l'accès des populations à l'eau reste limité, en particulier dans les grandes villes. Face à cette situation, les rivières, les lacs et les mares temporaires sont utilisés comme source d'abreuvement. Ce qui contribue à la prolifération des maladies et constitue l'un des principaux facteurs de mortalité en Afrique.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 80% des maladies sont d'origine hydrique. Chaque jour, 650 personnes, principalement des enfants de moins de cinq ans, meurent de diarrhée en Afrique. Les pertes annuelles en vies humaines liées à la consommation d'une eau insalubre sont évaluées à 30 millions de personnes. Il apparaît ainsi que par défaut d'un accès correct à la ressource, l'eau est devenue de manière directe ou indirecte la première cause de mortalité en Afrique. Il est vrai que des efforts importants ont été entrepris pour améliorer l'accès des populations à l'eau potable dans le cadre de la décennie d'action « l'eau source de vie (2005-2015) ». Si les taux d'accès à l'eau potable ont connu une hausse sensible en revanche, la question de l'assainissement reste le ventre mou des politiques de gestion de l'eau dans la plupart des villes du Sud.

L'eau, bien public ou ressource économique ?

Au regard des impacts du changement climatique, de l'accroissement démographique, de la diversification des activités économiques et de la dégradation actuelle de l'environnement, la maîtrise et l'exploitation de l'eau, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, sont devenues des questions stratégiques. Dans la plupart des cas, l'absence de dispositifs institutionnels appropriés, c'est-à-dire des structures de gouvernance qui permettent de garantir une gestion rationnelle et durable de la ressource, a entraîné, et cela sous la pression des institutions financières, la mise en œuvre de politique de privatisation de l'eau. Ce sont les grandes entreprises multinationales européennes telles que Vivendi, Suez, Bouygues, BiWater et Saur qui contrôlent la quasi-totalité du marché de l'eau.

On constate que l'option en faveur de la privatisation de l'accès à l'eau comporte des limites liées au fait que les compagnies multinationales ont privilégié la logique de la

recherche du profit maximal. De l'avis de Brunel (2003), «elles ont concentré leur effort sur les marchés solvables et ont donc évincé les plus pauvres... Conséquence : une Afrique à " deux débits ", les grandes compagnies ayant favorisé le " magot " (les consommateurs urbains solvables) au détriment du " marigot " (les non solvables)». Cette logique du profit est clairement contradictoire avec l'exigence du respect des droits humains qui garantissent à tout individu l'accès à l'eau potable. Actuellement, le coût de la connexion constitue la principale entrave à l'accès à l'eau. En l'absence de branchements sociaux, les familles ayant des revenus faibles ne peuvent pas accéder à l'eau.

Les acteurs altermondialistes se sont mobilisés pour que l'eau soit considérée comme un bien public. Mettant à profit la dynamique impulsée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ils tentent de convaincre les pouvoirs publics africains et leurs partenaires au développement de la nécessité de contrebalancer les effets des programmes d'ajustement structurel. La mise en œuvre de ces programmes a eu pour conséquence une exacerbation des inégalités aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Conclusion

On retiendra en résumé que le continent africain ne manque pas véritablement de ressources hydriques mais présente plutôt des situations contrastées. A l'exception des zones arides et semi arides, l'Afrique est très riche en eau. La valorisation optimale de cette ressource doit s'appuyer sur deux leviers essentiels : (i) le développement des infrastructures qui font cruellement défaut (notamment les infrastructures hydrauliques pour l'alimentation en eau des personnes et du bétail et hydro-agricoles pour contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire ; (ii) la mise en place de dispositifs institutionnels appropriés. Ceux-ci déterminent en grande partie l'efficacité des mesures de protection de la ressource et l'équité dans son allocation aux différents acteurs.

La prise en compte de la pluralité des acteurs et de leurs visions favorise de plus en plus l'élaboration de politique ayant une tonalité originale. Sur le plan international, des dynamiques de coopération sont déjà à l'œuvre. Sur le plan local, l'adaptation des techniques et la gestion collective de la ressource sont les pistes privilégiées, dans le cadre des groupes communautaires et associatifs de gestion de l'eau qui se multiplient notamment dans les villes et dans les campagnes. C'est le cas notamment de la recherche en cours au Bénin dans le cadre du programme ICT4D avec l'approche de la gestion communautaire de l'eau par l'utilisation des Systèmes d'information géographique participatifs (SIG-P).

Notes

- 1 Hugues Dupriez, Philippe De Leener (1990) «Les chemins de l'eau, ruissellement, irrigation, drainage : manuel tropical » Collection Terres et Vie, CTA, L'harmattan, Enda, 380 pages
- 2 Sylvie Brunel : «L'Afrique, un continent en réserve de développement» Edition Béréal, 235 pages.
- 3 La géographe française Sylvie Brunel, ancienne présidente de l'ONG française Action contre la Faim, spécialiste des questionnements du développement, lie la situation de sous développement du continent africain par rapport à la mauvaise répartition de cette ressource hydrique sur le continent.
- 4 Karen Franken (sous la direction de) «L'irrigation en Afrique en chiffre », Enquêtes AQUASTAT, FAO 2005,
- 5 Analyse Multidisciplinaire de la mousson africaine. «La mousson africaine et ses composantes » Petit livre blanc 69 pages, 2002
- 6 Groupe d'expert Intergouvernemental sur le changement climatique
- 7 Tous les fleuves d'Afrique de l'ouest (Sénégal, Gambie, Niger pour ne citer que ceux là) prennent leur source dans les hauts plateaux de Guinée.

Bibliographie Sommaire

AQUASTAT, (sous la direction de Karen Franken) «L'irrigation en Afrique en chiffre », Enquêtes FAO 2005,

Analyse Multidisciplinaire de la mousson africaine. «La mousson africaine et ses composantes » Petit livre blanc 69 pages, 2002

Baron C., Maillefert M., 2010, "La gestion de l'eau potable en Afrique francophone : éléments pour une lecture institutionnaliste de l'action collective", Communication au Symposium international "Environnement, Régions et ressources stratégiques", "Modèles de gouvernance et Pluralité des droits", Lille, 5-7 juillet 2010.

Hugues Dupriez, Philippe De Leener (1990) «Les chemins de l'eau, ruissellement, irrigation, drainage : manuel tropical » Collection Terres et Vie, CTA, L'harmattan, Enda, 380 pages

Sylvie Brunel : «L'Afrique, un continent en réserve de développement» Edition Béréal, 235 pages.

http://www.cafe-geo.net/article_imp.php?id_article=19

<http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes/20081210.pdf>

<http://www.fao.org/docrep/009/a0232f/a0232f07.htm#bm07.3>

<http://assets.panda.org/downloads/waterinafricafr.pdf>